

(Textes d'orientation)

texte BARJONET

tout faire pour la victoire de l'unité populaire, tout faire pour donner un sens à cette victoire

Pourquoi ce texte ?

Les premiers signataires de ce texte présenté au Conseil national, sont membres du Bureau national, ou de la Direction politique nationale. Ils ont tous été élus, dans le cadre de la majorité qui s'est construite au Congrès de Toulouse, sur la base du Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », qui a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives au socialisme autogestionnaire.

Ils ont également œuvré pour la plupart, parmi d'autres, à l'établissement des textes du Conseil national de 1973, dont l'objet était de :

— développer le courant du socialisme autogestionnaire, dans le cadre de mouvements plus larges que le parti, et aux structures beaucoup plus souples ;

— d'intégrer l'action du parti dans le cadre de l'unité populaire, au travers de luttes, d'actions et de négociations entre organisations, qui devraient aboutir à la conclusion d'un « pacte d'union anticapitaliste ».

Cette orientation continue d'être la leur. Sans procéder à une critique systématique de l'action du Bureau national, dont trois d'entre nous sont membres, en faisant sa part à l'autocritique indispensable, nous disons que les dernières décisions prises par la majorité du BN et de la DPN risquent d'entraîner le PSU et le courant du socialisme autogestionnaire, qu'il est de son devoir de développer, dans une impasse.

Les élections présidentielles, les résultats obtenus par François Mitterrand, la nature des forces qui l'on soutenu, ont certes changé le champ politique, tant en ce qui concerne la droite au pouvoir, que les forces qui se réclament du socialisme. Ne pas en tenir compte, est le contraire de notre propos.

Mais réduire le débat en cours, qui sans être historique, n'est nullement négligeable, à la création d'un nouveau PS, qui ne serait que le prolongement de celui qui existe, est à cent coudées en deçà de ce que la situation exige.

Le développement du socialisme autogestionnaire passe assurément par l'unité populaire.

Celle-ci ne peut être construite qu'au travers d'un soutien sans faiblesse aux luttes sociales en cours ou prévisibles (à tous les niveaux) et par l'engagement d'un débat approfondi avec toutes les organisations politiques et syndicales, dans le souci constant :

— de donner un débouché politique à ces luttes ;

— de prendre en compte, les revendications les plus diverses, pour leur donner réponse en fonction des objectifs globaux que le courant socialiste autogestionnaire a — très insuffisamment — donnés.

Dans cet esprit, nous entendons participer pleinement aux « Assises du socialisme ». Forts de nos certitudes et de nos questions. Forts

également des incertitudes et des certitudes des autres composantes.

Cela mérite débat. Sérieux, sans sectarisme quelconque, avec l'ambition de l'ouvrir sur tous ceux qui se réclament du socialisme dans notre pays.

Mais cela suppose également de couper court à la tentative de regroupement organisationnel, qui

— dans les conditions où il est actuellement proposé — ferait l'impasse de ce que nous sommes et représentons, au bénéfice d'un pari, dont pas un de ses tenants, n'exprime le contenu précis, ni la pratique militante qu'il entraînerait.

Au soir du deuxième tour des élections présidentielles, la gauche pouvait manifester quelque satisfaction. Avec plus de treize millions de voix (49,30% des suffrages exprimés) rassemblés sur le nom de François Mitterrand, elle réalisait un score qui marquait une progression considérable.

L'unité populaire réalisée débordait très largement celle qui s'était fondée sur le programme commun. Le P.S.U. voyait ainsi justifiée sa démarche qui, du Congrès de Toulouse au Conseil National de novembre 1973, l'avait amené à inscrire son combat pour le socialisme autogestionnaire, dans **le cadre de l'unité populaire**. Unité conflictuelle, mais unité.

Passées les premières réactions, (euphorie trop vive des uns, désillusion trop marquée des autres), il était dans l'ordre des choses et de la responsabilité de chacune des organisations engagées, politiques ou syndicales, de tirer toutes les leçons de l'événement.

Deux tentatives sont vite apparues.

La première a consisté, le PCF se faisant le chantre de cette politique, à élargir l'unité réalisée au centre et aux gaullistes déçus, sur le plan politique, et aux couches « anti-monopolistes », (commerçants, PME) sur le plan social. A l'unité populaire, se substitue graduellement **L'Unité Nationale**.

La seconde tend à apporter une réponse et à créer une **nouvelle dynamique, en termes organisationnels**. Il s'agirait de réunir dans une même organisation tous ceux qui se réclament du socialisme, de préférence du socialisme autogestionnaire. Le PS, de nombreux militants de la CFDT, avec l'appui de la direction nationale et une partie du Bureau National de notre Parti, s'engagent fermement dans cette voie.

Le débat indispensable sur la prise et l'exercice du pouvoir, le programme de transition, le projet de société socialiste dont nous nous réclamons, est en fait, sinon dans les textes, sous-tendu par un projet de fusion organisationnelle.

Les discussions entre appareils qui ont eu lieu jusqu'ici, le temps et l'énergie qui leur ont été consacrés, ont eu pour conséquence :

1°) de laisser **le champ politique libre** à Giscard d'Estaing, qui l'a occupé avec une habileté et une imagination dont on peut mesurer déjà les effets.

Force est de constater que les formations se réclamant du socialisme, PSU compris, sont restées silencieuses sur la condition pénitentiaire, l'avortement, le divorce, l'éducation nationale, l'orientation donnée à la politique culturelle, la crise agricole, l'immigration... Problèmes dont en d'autres temps nous avons nous-mêmes souligné l'importance et sur lesquels nous avons mené bataille.

Dès que Giscard a pris l'initiative sur le plan européen, nous avons pu constater que le désaccord entre PS et PCF restait important sur ces problèmes, et que les réponses des deux organisations n'avaient rien de commun avec nos propres conceptions sur « l'Europe des travailleurs ».

2°) mais elles ont eu une conséquence encore plus grave : la lutte contre l'inflation et pour la garantie de l'emploi, a été laissée à la seule charge des syndicats. On retrouve ici la vieille division des tâches et nous nous situons en retrait par rapport à la déclaration et aux manifestations de novembre 1973, dont nous avons à l'époque beaucoup valorisé la signification.

Ce faisant, et si l'on n'y prend garde, nous aurons nous-mêmes créé les conditions de

freinage, puis de la retombée de l'élan populaire qui s'était indiscutablement manifesté en mai dernier.

Aujourd'hui, il **faut choisir** de construire l'unité populaire. Elle seule peut permettre les mutations

du mouvement ouvrier et la restructuration de la gauche nécessaires à leur victoire. Tout autre choix, repliement sur le PSU comme fusion (ou intégration) avec le PS, ne peut se faire qu'au détriment de l'Unité populaire.

I- La crise du capitalisme impose la priorité à la bataille social

La crise énergétique n'est qu'un aspect d'une crise économique et sociale profonde qui va toucher pour longtemps le monde industrialisé et provoquer une accentuation de la lutte des classes et du bouleversement politique dont on ne peut pas mesurer l'ampleur aujourd'hui.

Le capitalisme ne peut plus se développer sur ses bases antérieures

Cette crise marque un tournant dans l'histoire du capitalisme qui voit ses deux principales sources de développement se tarir :

- l'augmentation de la productivité dans certains secteurs directement productifs (pétrochimie, électronique, etc..) ne semble plus offrir des perspectives suffisantes de développement à long terme sans de nouvelles bases technologiques.
- La conquête de régions entières par le monde capitaliste (Europe de l'après-guerre et Japon) est aujourd'hui difficile. Cette conquête de nouveaux espaces ne peut pas se faire aussi facilement que dans le passé, avec les partenaires potentiels (certains pays en voie de développement) ou souhaités (pays de l'Est).

En conséquence, les modes de consommation et de production du capitalisme arrivés à maturité, ne peuvent pas être étendus, sous leur forme actuelle à de nouvelles zones du monde, sans accentuer la lutte des travailleurs et des peuples opprimés, lutte qui affaiblit d'autant le capitalisme.

Une crise structurelle

Il s'agit donc d'une crise structurelle, et non d'une crise conjoncturelle, ni d'une phase « normale de récession », ni d'une période de réajustement à la suite de l'augmentation du prix de l'énergie. Encore moins d'une crise de la demande. En

réalité, il s'agit d'une crise du système capitaliste dont les bases de développement se tarissent, dont le consensus social est remis en cause, dont l'équilibre face à d'autres systèmes de production est de plus en plus fragile. En somme, il y a tout à la fois crise du mode de production et crise du mode de contrôle social : la hiérarchie, la parcellisation du travail, la division des tâches sont de moins en moins admises par ceux qui la subissent.

La possibilité de la relance existe

Il serait illusoire de croire que le capitalisme, une fois encore, serait proche de sa fin, tant il est vrai que **seule l'offensive des travailleurs** peut le détruire. Le capital a la possibilité de résoudre cette crise par la création de nouvelles formes d'exploitation, notamment par la restructuration de la division du travail (élargissement et enrichissement des tâches, remplacement des chaînes de montage, réorganisation du travail de la maîtrise, autonomie plus grande dans le travail des ouvriers, etc.).

Cette restructuration impose au capitalisme la destruction accélérée de certaines couches sociales (paysannerie, artisans, commerçants, etc.) ou leur intégration rapide dans le système capitaliste (employés, techniciens, etc.). Son coût social sera très élevé, surtout si la bourgeoisie ne peut pas le compenser en imposant des sacrifices à la classe ouvrière, tant sur le plan matériel (freinage de la progression du pouvoir d'achat, crise de l'emploi, etc.) qu'en terme de pouvoir (mobilité et acceptation des travailleurs).

Une crise que les travailleurs peuvent exploiter

La restructuration capitaliste est donc le côté politique et social de la crise économique, l'aspect

sous lequel elle est vécue directement par les travailleurs, le terrain sur lequel s'organise la lutte. La possibilité pour le monde ouvrier de saisir cette crise comme **opportunité historique**, réside dans sa capacité à passer d'une position de **résistance** à l'attaque capitaliste à une position **d'offensive** et **d'alliance** autour de la classe ouvrière.

Les illusions politiques liées à la crise

La crise du capitalisme est de longue période, et elle ne s'accélénera pas de manière imprévue. On ne doit pas en conséquence, s'attendre à une « prise de pouvoir » résultant d'un mouvement de masse subitement radicalisé et unifié par l'accélération de la crise. Au contraire, une alternative de pouvoir n'existe que si elle est l'aboutissement d'une longue lutte et d'une prise de conscience, qui permettent le regroupement des forces sociales et politiques, l'émergence des idées et la création des structures nécessaires pour définir et gérer la société à construire.

D'évidence, ces conditions ne naîtront pas du simple développement de la résistance spontanée des travailleurs, ni de la simple élaboration d'un projet de société (la perspective de l'autogestion comme issue sociale.) Elles impliquent la construction, dans la réalité des affrontements sociaux, **d'éléments alternatifs** au système capitaliste : la démocratie collective en assemblée générale comme alternative au système hiérarchisé de décision, le contrôle ouvrier comme alternative au travail dominé et imposé par le capital.

Une crise gérée politiquement par la bourgeoisie

L'alternative de pouvoir viendra d'autant moins spontanément du déroulement de la crise, que la bourgeoisie sait la gérer politiquement. A travers l'utilisation économique, politique et répressive de l'Etat et par la tentative d'une concertation au plan mondial, des éléments de solution se forment. En particulier en France, Valéry Giscard d'Estaing jouant à fond sur la dramatisation de la crise a réussi son offensive politique. Il a compris qu'il lui fallait donner le change pour avoir le **répit politique nécessaire** à la restructuration politique. Son offensive se porte dans le domaine des libertés et des mœurs, terrain qui a le double avantage :

- d'élargir la base électorale potentielle de Giscard en montrant qu'il peut faire aussi bien que la gauche dans un certain nombre de domaines ;

- de ne pas inquiéter sa base sociale, à même de comprendre pour sa composante essentielle qu'un nouveau système de valeurs peut renforcer sa domination.

En conséquence, cette politique peut permettre à la bourgeoisie de s'organiser et de prendre l'offensive si le mouvement ouvrier n'y prend pas garde.

En d'autres termes, les prochaines échéances ne se dérouleront pas que sur le terrain **électoral** mais tout autant sinon bien plus, sur celui d'une **bataille sociale** prolongée. Nous devons affirmer qu'en l'état actuel du mouvement ouvrier, la réponse politique à la bourgeoisie n'est pas immédiate mais qu'elle doit se construire dans la lutte sociale.

Le mouvement ouvrier et le « compromis historique »

Il est cependant clair que l'analyse inverse domine dans la gauche actuelle (PCF, PS et une partie de la direction du PSU). Toutes les initiatives prises (ouverture vers les gaullistes, création d'une grande force socialiste, etc..) comme celles qui ne l'ont pas été (silence sur les prisons, les paysans, les commerçants) visent à la conquête de la frange électorale qui a manqué.

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier européen est dominé par l'idée d'un nouveau compromis « historique » entre les travailleurs et certains secteurs du capitalisme européen. Cette idée est particulièrement développée par les partis communistes de l'Europe méditerranéenne et orientent toutes leurs pratiques.

En France, la possibilité de conquérir la marge politique centriste et gaulliste a des bases objectives (contradiction entre le capitalisme industriel qui avait soutenu le gaullisme et le capitalisme bancaire lié aux firmes multinationales).

Mais les perspectives économiques et sociales (accroître les consommations collectives) que cette politique offre ne sont pas suffisantes pour être le moteur du système et sont même contradictoires, par leur caractère profondément égalitaire, à la domination capitaliste.

L'espace politique d'un tel compromis historique est donc assez réduit.

(Textes d'orientation)

II-Vrais problèmes et remèdes illusoirs

Dans cette situation de crise profonde du système, les réponses « libérales » type Giscard d'Estaing ne pourront faire illusion que pendant un temps, même si elles sont teintées de réformisme.

Ce qui ne veut pas dire pour autant que toute solution politique du type « démocratie avancée », s'appuyant sur une large fraction du mouvement ouvrier, est désormais écartée comme le disent bien légèrement quelques camarades. Si nous portons nos regards hors des frontières de l'hexagone, il suffit de voir ce qui se déroule au Portugal ou en Grèce, ce qui se prépare en Espagne ou en Italie, pour constater qu'il n'en est rien.

Ceci étant dit, la situation politique française présente des traits particuliers.

Une unité durable

La campagne des élections présidentielles, et le résultat obtenu, autorisent à penser que l'unité réalisée à cette occasion sera durable. Il sera difficile pour toutes ses parties prenantes de risquer une rupture. Cela crée une situation dont nous devons constamment tenir compte, dans nos appréciations, comme dans nos initiatives.

Pour l'heure, cette unité a profité en premier lieu au Parti Socialiste, dont nous avons pendant longtemps sous-estimé le renouvellement, et dont le but affiché est de devenir le premier parti de la gauche, afin de rééquilibrer, et de gommer quelque peu l'influence ressentie comme écrasante du PCF et de la CGT. D'où le souci de ces divers courants et composantes, de **s'ouvrir à droite comme à gauche** au gré des préférences, des situations locales, et des possibilités qui leur sont offertes.

La CFDT poursuivant une évolution qui s'accélère depuis 1968, est confrontée avec le problème des **responsabilités politiques** que le syndicat révolutionnaire qu'elle veut être se doit de prendre. Elle est donc naturellement amenée à s'interroger sur le type de rapports qu'elle doit avoir avec les partis politiques du mouvement ouvrier, et notamment avec le PS et le PSU.

● Le PCF et la CGT cherchent à donner une image nouvelle de leurs organisations et de leurs pratiques militantes, en utilisant les moyens les plus sophistiqués que les techniciens de la publicité et des relations publiques mettent aujourd'hui à notre disposition.

● L'extrême-gauche enfin, dont l'effritement organisationnel ne doit pas masquer le fait que, dans ses diverses composantes, elle s'appuie sur des sensibilités réelles et des problèmes sérieux, qui pour être exprimés de manière sectaire n'en existent pas moins. Il nous appartient de les prendre en charge, pour leur donner une expression politique plus adéquate.

Ces constatations étant faites, il faut nous interroger sur la signification de ces évolutions, notamment depuis juin dernier, et sur le contenu des diverses propositions faites.

Se situer sur la base d'une alternative socialiste

Pour gagner la bataille même électoralement, nous l'avons dit maintes fois, lorsque nous critiquons le programme commun, le mouvement ouvrier doit se situer majoritairement sur la base de l'alternative socialiste et non sur celle du réformisme. Cela veut dire concrètement que le mouvement ouvrier doit se prononcer sur des questions aussi décisives que la finalité et les objectifs de la croissance, l'organisation de l'espace, la crise culturelle et de l'éducation sous toutes ses formes, la division sociale du travail, etc. Tous problèmes qui ne sont pas abordés ou le sont incidemment dans le programme commun.

Certes, celui-ci n'est pas un dogme et sans doute sera-t-il revu. Mais dans quel sens ?

● Après le Parti Communiste italien, le Parti Communiste Français semble à son tour tenté par le « compromis historique » avec toutes les couches « non monopolistes ». L'appel quotidien aux patriotes, la défense tous azimuts de toutes les couches sociales en crise, sur la base de la défense de leur statut présent, sont mis au centre des activités du Parti, et constitueront le thème

majeur du Congrès extraordinaire de la fin de l'année.

Il n'est pas sûr que cette politique ne se heurte à de nombreuses résistances, au sein du PCF lui-même, et beaucoup plus probablement au sein de la CGT.

● Pour le Parti Socialiste, les choses se présentent autrement. Fort de sa crédibilité électorale, il cherche maintenant une base ouvrière plus forte, le raffermissement de l'influence qu'il a acquis sur les couches techniciennes, où le PSU a été pendant longtemps très présent, sans perdre pour autant les fiefs municipaux qui font encore aujourd'hui l'essentiel de sa force. (La crédibilité électorale du PS, dont il est tant question, est en effet étroitement dépendante de la puissance de ses notables).

Pour arriver à ses fins, il entend créer une sorte de **parti travailliste** français. Dans son sein, nombre de courants pourront s'exprimer, mais, tout comme en Grande-Bretagne, la direction réelle sera entre les mains du Comité directeur, du groupe parlementaire et comme — compte tenu des traditions en la matière du mouvement syndical — il est impossible d'y intégrer des « trade unions », de la composante syndicale.

Au travers des « Assises pour le socialisme », nombreux sont ceux qui rêvent à la réalisation d'une telle opération.

● Pour la direction de la CFDT, favorable à la tenue de ces Assises, les choses se présentent sans doute autrement. Il s'agit pour elle de tenter de donner réponse aux problèmes qui sont sur le fond ceux qu'a toujours connus le syndicalisme révolutionnaire (1).

Comment passer de l'entreprise à la société, comment prendre en charge les problèmes du pouvoir (et non pas comment passer du social au politique). C'est-à-dire comment passer de la conscience syndicale (freiner le processus d'ex-

ploitation) à la conscience politique (abolir le mode de production et son système politique pour faire cesser l'exploitation), telles sont les questions qui se posent.

Posant les problèmes de la lutte de classes en termes politiques (c'est-à-dire par rapport à une analyse globale de la société), pratiquant l'unité d'action avec une organisation qui a la possibilité de toujours replacer son intervention dans le cadre unifiant de la stratégie d'une organisation politique, constatant l'existence d'organisations politiques censées représenter la classe ouvrière au niveau institutionnel, certains militants de la CFDT sont tentés de répondre de manière traditionnelle : à l'organisation syndicale son parti, au parti son organisation syndicale. Et comme la CFDT s'est toujours développée dans l'espace politique délimité par la dialectique existant entre le PSU et le PS, ces camarades ne peuvent concevoir ce parti que dans le **dépassement simultané** du PSU et du PS.

Mais une telle réponse est **inadaptée** : historiquement en France la collaboration entre le syndicalisme révolutionnaire et une organisation politique a toujours échoué ; plus profondément une solution de type léniniste classique (non remise en cause de la division des tâches entre parti et syndicat) qui délègue au seul Parti le soin de prendre en charge la politisation des luttes ne peut justement pas permettre de dépasser les limites de l'action syndicale politisée, ce qui est la question centrale pour les militants de la CFDT.

Ajoutons enfin que, même s'il s'agissait là d'une réponse adéquate, la méthode choisie pour la rendre concrète (transformer le PS) repose sur une illusion fondamentale : celle de croire qu'on peut **prolétarianiser un parti en lui injectant quelques cadres ouvriers**. La logique de cette initiative ne conduit pas à créer un PS chilien, un PS autogestionnaire de masse, mais un **mouvement travailliste** qui aurait pour masse de manœuvre un syndicat ouvrier à la pointe des luttes.

III-Le temps est à l'offensive

Le PSU doit répondre aux échéances immédiates (les Assises) et stratégiques (construire l'unité populaire). Encore faut-il qu'il soit

lucide sur sa propre situation.

1°) - **Le PSU doit compter sur ses propres forces**

Le PSU a quitté la marginalité : après une période de crise traversée dans les trois ou quatre années qui ont suivies Mai 68, le PSU est entré dans une **phase nouvelle** de son histoire marquée par trois caractères :

— Il est devenu **sujet actif de la lutte des classes** : peu de conflits sans intervention active du PSU, parfois décisive. D'Evian au Joint Français, de Lip au Larzac, des immigrés aux femmes, partout les militants sont présents. Le PSU n'est pas un club de réflexion à intervention marginale et étudiante, il est l'expression d'un courant populaire réel, bien que minoritaire.

— Il commence à affirmer sa capacité à jouer le rôle **d'intellectuel collectif** : le PSU a été capable, avec encore bien des faiblesses, de synthétiser le mouvement social. Le Manifeste de Toulouse est une réponse efficace quoique imprécise. Le parti a montré qu'il sentait le sens profond des luttes sociales, qu'il apportait des réponses qui précèdent l'événement et qu'il intervenait avec efficacité dans les conflits.

— Il fait partie **intégrante des forces populaires** : dans les luttes sociales comme dans les événements politiques (**les présidentielles**), le PSU s'est affirmé dans l'unité populaire, à laquelle il commence à donner un contenu et une dynamique. Les décisions du Conseil National de novembre 73 traduisent la capacité et la volonté du parti de s'intégrer dans le mouvement populaire, parce qu'il s'appuie sur un courant réel.

— Mais on ne peut pas espérer tirer les fruits de cette ligne politique en quelques mois, d'autant que les événements du printemps ne nous ont pas permis de l'explorer réellement.

Le PSU et sa faiblesse organisationnelle : de plus le décalage entre le PSU réel, celui de Lip, de Cerizay, des banques et la petite organisation qu'il constitue, est immense. Nous ne pouvons pas espérer résoudre cette question simplement en attendant de récolter les fruits de notre intervention. La question des structures du parti est posée : elles sont souvent un frein à l'expression de la réalité sociale, bloquent plus qu'elles ne facilitent le débat et l'intervention, et n'apparaissent pas comme pouvant apporter une aide concrète à l'intervention de milliers de militants syndicaux et populaires. Notre développement passe aussi par une transformation active de nos structures.

Les tentations du PSU : sans cesse, au cours

de son histoire, le PSU a été écartelé entre une double voie politique et organisationnelle : l'intégration à la social-démocratie « rénovée » et le repliement crispé sur une avant-garde détenant la « vérité ». Ces tentations expriment le déchirement entre notre faiblesse en tant qu'organisation et notre force en tant que courant, mais aussi les incertitudes politiques d'une partie du mouvement ouvrier. Aujourd'hui encore, le PSU saura éviter ces deux pièges.

L'acquis historique du PSU : pour que le courant autogestionnaire prenne forme, il a besoin d'un **pôle de référence** politique et organisationnel. Le PSU, après quinze années de luttes, commence à jouer ce rôle. Il doit **défendre cet acquis** fondamental pour la lutte des classes aujourd'hui. Toute compromission ou faiblesse avec la social-démocratie comme tout repliement sectaire constitueraient un grave recul. Aujourd'hui la stratégie autogestionnaire est la seule réponse adéquate au mouvement social, car elle exprime la volonté des travailleurs de dominer la vie sociale et qu'elle les arme pour leur combat quotidien. A ce titre le PSU doit être conscient de sa responsabilité pour affronter les échéances à venir.

2°) - **Le PSU doit intervenir activement dans les Assises de la gauche socialiste**

Un fait politique important : les assises sont importantes pour trois raisons :

— une partie du mouvement populaire se pose la question du débouché politique de ses luttes,

— le PS est obligé de reconnaître qu'à lui seul il ne couvre pas l'ensemble du terrain social et qu'il ne peut admettre l'existence sur sa gauche d'une force autre que le PCF,

— le PSU affirme sa capacité à débattre.

Leur issue : la majorité du bureau national semble affirmer qu'il n'y a qu'une seule issue aux assises, la confluence des trois composantes dans la construction d'une force socialiste et autogestionnaire, sinon elles auront échoué. Or, il existe une **autre issue, le renforcement du courant autogestionnaire** appuyé sur une base de classe et de masse. Ce renforcement passe par la capacité du PSU de faire avancer le courant de la « 3ème composante » vers la conscience de la nécessité du renversement de l'Etat bourgeois et donc de la nécessité de construire une puissante force révolutionnaire s'affirmant de façon autonome et capable de s'insérer dans une

stratégie unitaire. Nous devons impulser le débat afin de montrer qu'une telle nécessité passe par le rejet des illusions social-démocrates quel que soit l'habillage idéologique et autogestionnaire que se donnent nombre des organisateurs des Assises.

A ce titre, le PSU est **prêt à se remettre en cause** en tant qu'organisation, comme il l'a affirmé dans son Conseil National de 1973, si cette remise en cause peut permettre de construire l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin. Le PSU est prêt à discuter de la transformation des structures, du sigle, des statuts, etc..

3°) - **Le PSU doit construire l'unité populaire** : aujourd'hui le PSU doit choisir la construction de l'unité populaire. Cela signifie orienter son action pour **déplacer à gauche l'axe de la coalition populaire**, en intervenant sur trois terrains à la fois :

● **Développer les luttes sociales** : plus que jamais, les militants doivent intervenir activement dans les luttes dans une tactique de harcèlement continu et imprévisible, une sorte de **guérilla sociale** qui enlève toute initiative — même défensive — à notre adversaire de classe.

Cette tactique doit :

— **répondre à toutes les attaques** de la bourgeoisie : Valéry Giscard d'Estaing donne le change sur le terrain des libertés et des mœurs pour mieux cacher la férocité de la restructuration capitaliste. C'est à celle-là que nous devons répondre en prenant l'offensive pour défendre le pouvoir d'achat et l'emploi et pour lutter contre la main mise capitaliste sur la vie sociale.

— **affirmer l'unité** du combat anti-capitaliste : la bourgeoisie récupère là ce qu'elle concède ici : aux hausses des salaires, elle répond par l'inflation, l'augmentation des charges locatives, la dégradation du cadre de vie. Nous devons donc répondre sur tous les terrains à la fois et inventer des actions et des structures capables d'unifier ce qui est apparemment séparé, la production et le cadre de vie.

— avoir **une base de classe large** : l'intervention doit se faire en direction de ceux qui subissent directement l'exploitation (ouvriers, immigrés, paysans-travailleurs) et aussi de toutes les couches sociales en déséquilibre parce qu'attaquées par le capitalisme (employés des services, petite paysannerie, travailleurs sociaux et culturels, intellectuels, etc..) afin de les faire basculer dans le combat anti-capitaliste.

● **Renforcer le courant autogestionnaire :**

— **le courant autogestionnaire** est constitué par des forces très diverses. Trois composantes essentielles en sont l'armature : le PSU, le courant syndicaliste révolutionnaire et les courants de la « contestation » (contestations des formes de domination de la bourgeoisie sur les institutions, l'information, le cadre de vie, la consommation, la culture, etc.). Ces composantes ont un état de maturité théorique et pratique très diversifié, souvent marqué par les illusions de la transformation progressive, par la négation de la politique et par la croyance en la valeur de l'exemple. Mais elles sont riches de leurs incertitudes et de leurs diversités.

— **le renforcement** du courant autogestionnaire passe par la prise en compte de cette diversité. L'intervention vis-à-vis d'associations populaires et des syndicats n'est pas de même nature. Sa préoccupation doit être de faire prendre conscience de l'unité de la lutte anti-capitaliste. Il est fondamental que les syndicats prennent en charge l'intervention en dehors de l'entreprise, il est fondamental que l'intervention sur la presse prenne en compte non seulement les travailleurs de la presse et ses usagers, mais aussi les conditions de production de l'information. Il est fondamental que les associations de consommateurs articulent leur intervention avec la lutte dans l'entreprise, etc.. Ce souci doit guider l'intervention du PSU vis-à-vis de ces organisations.

— **quelques propositions** : les militants du PSU doivent susciter chaque fois que c'est possible des **assemblées-débats** du courant autogestionnaire pour le rendre plus cohérent sur le plan de l'action et le structurer. Ces assemblées doivent se faire en liaison avec les luttes sociales. C'est ainsi que pourra se constituer un mouvement large regroupant tous ceux qui se réclament de l'autogestion socialiste et du contrôle des travailleurs.

● **Développer la stratégie unitaire :**

— **dans les conflits** : l'unité des travailleurs sera de plus en plus facteur déterminant de la victoire face à un patronat d'autant plus féroce que le capitalisme traverse une crise durable. C'est pourquoi les militants du PSU développeront des mot d'ordre, des modes d'intervention et d'action, des formes de débats permettant d'unifier les catégories sociales, leurs revendications, leurs organisations.

— par des accords avec les autres organisations du mouvement ouvrier : cette unité dans la lutte doit se traduire dans le débat stratégique avec les partis et les syndicats. De ce point de vue l'accord de Novembre 1973 sur la vie chère représente une avancée, même si localement, en fonction d'une maturité différente de l'unité ou de rapports de force peu satisfaisants, il n'a pas eu le même effet. De la même façon, la conclusion d'un accord d'action avec le PCF est indispensable. Ces accords, traduction des progrès de l'unité populaire, doivent alimenter la pratique afin de l'enrichir et de permettre le développement de cette unité.

— par la construction d'un **pacte d'unité d'action** anti-capitaliste : la décision du Conseil National de 1973 reste d'actualité. Elle mérite des précisions. Le pacte ne se construira pas du jour au lendemain. Il ne suffit pas de faire la synthèse des revendications pour les consigner dans un document, il faut l'alimenter par la pratique. Le pacte se construira par des pratiques unitaires à la base, par des accords ponctuels, aussi par des ruptures. C'est une **dynamique** s'efforçant, en partant de la réalité du mouvement ouvrier et des affrontements sociaux, de modifier les rapports de force pour déplacer l'axe de la coalition populaire. L'unité populaire devra aussi se construire sur le plan électoral ; le PSU y œuvrera en passant les compromis nécessaires.

— par la tenue **d'assises de toute la gauche** : pour faire face au **blocage** actuel des forces organisées du mouvement ouvrier, incapables de contre-attaquer, le PSU doit proposer la réunion de toutes les forces du mouvement ouvrier pour faire l'analyse de la situation, dresser des perspectives de luttes et développer l'unité. Ces assises devraient se préparer par des rencontres dans les entreprises et les quartiers.

Cette analyse de la situation économique sociale et politique n'a pas la prétention d'être complète ; une analyse plus poussée n'est d'ailleurs pas

séparable de toutes les actions que mènent et mèneront les travailleurs. Elle implique donc une liaison beaucoup plus grande de chacun de nous à ces luttes, une pratique sociale beaucoup plus concrète. Pour parler net, cela veut dire qu'il faut tout faire pour la victoire de l'unité populaire. Mais attention, le mouvement ouvrier a trop souffert des formules à résonance révolutionnaire, prétextes ou alibis à tous les abandons, pour que nous ne soyons pas très exigeants sur les contenus réels des mots. C'est pourquoi nous devons aussi agir sans tarder pour donner un sens à cette victoire possible de l'unité populaire. Agir aujourd'hui, c'est avant tout participer de façon toujours plus active à toutes les formes de la lutte des classes, c'est en finir avec notre faiblesse organisationnelle, c'est rejeter les pièges de la social-démocratie « rénovée » comme toutes les illusions d'un avant-gardisme coupé de la masse des travailleurs.

(1) Le syndicalisme révolutionnaire, longue tradition du mouvement ouvrier français et dont aujourd'hui Edmond Maire (Chimie) a été un des principaux porte-parole, apparaît comme l'expression de la classe ouvrière des industries de pointe. Il s'appuie sur la place stratégique occupée dans les rapports de production par la fraction de la classe ouvrière qui détient le poids essentiel dans les secteurs de production décisif. Il tend à rejeter toute organisation politique de la classe ouvrière en réduisant le parti politique à une sorte de secteur particulier du mouvement syndical.

Signataires :

Arthuys (91) - Barjonet (BN) - Bars (22) - Bellet (SF 34) - Berthinier (DPN - SF 69) - Bordeaux (SF 21) - Clerc (21) - Colombani (RP) - Compère (DPN - SF 30) - Denneville (78) - Dorival (BN) - Ethuin (77) - Gallaup (SF 22) - Gasquet (BF 87) - Gay (SF 87) - Gentes (07 /26) - Grillon (BF 77) - Guerche (BN) - G. Hercet (75) - Laudouze (Com. Internationale) - Jeannine Levy (RP) - Martinon-Morel (Com. Sociale) - Mocquet (SF adjoint 19) - Nectoux (DPN - 44) - Ottogali (DPN - CNA - 24) - Peronnet (DPN - resp. Immigrés) - P. Soullignac (SF 71) - Arnaud (SF-08) - J.C. Huby (BF-95).